

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	26
Charges par objets	27
Excédent (déficit) accumulé	28
Avantages sociaux futurs	32

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	39
Analyse des charges	51

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures (ci-après la « Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A122005
Québec, le 9 juin 2025

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	61 927 328	62 910 725	59 701 986
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 583 943	1 733 440	1 468 028
Quotes-parts	3			
Transferts	4	18 380 735	12 264 771	8 429 449
Services rendus	5	1 060 044	1 302 420	1 348 802
Imposition de droits	6	1 499 000	3 401 751	2 516 020
Amendes et pénalités	7	70 000	258 779	583 326
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	3 833 700	6 123 092	5 843 380
Autres revenus	10		2 080 761	7 805 326
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	88 354 750	90 075 739	87 696 317
Charges				
Administration générale	14	10 062 276	9 707 686	8 521 958
Sécurité publique	15	9 817 984	9 834 041	8 830 118
Transport	16	19 484 437	18 793 110	16 745 272
Hygiène du milieu	17	10 022 789	10 609 976	9 623 781
Santé et bien-être	18	2 345 314	2 323 008	2 194 632
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 167 900	3 931 709	3 662 866
Loisirs et culture	20	14 136 657	14 344 699	12 393 680
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 391 268	2 310 328	2 292 490
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	72 428 625	71 854 557	64 264 797
Excédent (déficit) lié aux activités				
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice	25	15 926 125	18 221 182	23 431 520
Solde déjà établi	26		225 867 597	202 436 077
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		225 867 597	202 436 077
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice				
	29		244 088 779	225 867 597

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	47 451 847	69 623 414
Débiteurs (note 5)	2	55 681 720	45 074 106
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	40 000 000	38 571 068
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	143 133 567	153 268 588
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	17 517 358	15 695 865
Revenus reportés (note 11)	12	1 592 919	1 643 314
Dette à long terme (note 12)	13	60 074 740	65 731 422
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	79 185 017	83 070 601
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	63 948 550	70 197 987
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	178 896 379	154 530 422
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	485 504	491 122
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	758 346	648 066
	23	180 140 229	155 669 610
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	244 088 779	225 867 597
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	244 088 779	225 867 597
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	244 088 779	225 867 597
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	15 926 125	18 221 182	23 431 520
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	46 974 800)(	33 260 560)(	18 969 947)
Produit de cession	3		123 300	120 452
Amortissement	4	8 257 684	8 866 095	8 257 684
(Gain) perte sur cession	5		(94 792)	(120 452)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(38 717 116)	(24 365 957)	(10 712 263)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		5 618	(79 739)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(110 280)	(456 016)
	13		(104 662)	(535 755)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(22 790 991)	(6 249 437)	12 183 502
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		70 197 987	58 014 485
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		70 197 987	58 014 485
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		63 948 550	70 197 987

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	18 221 182	23 431 520
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	8 866 095	8 257 684
Autres			
▪ Gain sur cession d'immobilisations	3.1	(94 794)	(120 452)
	4	26 992 483	31 568 752
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(10 607 614)	(1 350 138)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(546 554)	1 212 275
Revenus reportés	8	(50 395)	271 006
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	5 618	(79 739)
Autres actifs non financiers	12	(110 280)	(456 016)
	13	15 683 258	31 166 140
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	30 892 511)(	17 494 216)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	123 300	120 452
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(30 769 211)	(17 373 764)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ())
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	40 000 000)(	38 571 068)
Cession	22	38 571 068	
	23	(1 428 932)	(38 571 068)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	10 648 000	4 274 000
Remboursement de la dette à long terme	25 (	16 208 800)(	11 628 500)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(95 882)	(21 686)
Autres			
▪	28.1		
	29	(5 656 682)	(7 376 186)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(22 171 567)	(32 154 878)
Solde déjà établi	31	69 623 414	101 778 292
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	69 623 414	101 778 292
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	47 451 847	69 623 414

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville a été reconstituée le 1er janvier 2006 suite au décret 962-2005 prévoyant la reconstitution de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures. Elle est régie par la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation* (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

Provision pour contestation d'évaluation

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la loi sur la fiscalité municipale.

Fonds de parcs et terrains de jeux

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les dons d'immobilisation corporelles sont comptabilisés à la valeur marchande.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Catégorie	Période
Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 20 ans

Réduction de valeur :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Immobilisations en cours :

Ce poste comprend les dépenses en immobilisations corporelles effectuées et capitalisées pour les projets d'immobilisations corporelles qui sont en cours à la fin de l'exercice. Ce poste est transitoire jusqu'à la fermeture des projets. Les immobilisations en cours ne sont pas amorties.

F) Revenus

Constatacion des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf, dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés et sera amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir S.O.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la Ville remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la Ville doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la Ville détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	10 812 867	14 623 414
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	36 473 220	55 000 000
Autres éléments			
▪ Encaisse en fidéicomis	3.1	165 760	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	47 451 847	69 623 414
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	47 451 847	69 623 414
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	2 310 744	1 051 087
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	2 198 000	3 825 200

Note

Les placements à court terme sont composés de dépôts à terme portant intérêt à des taux variant de 5.25% à 5.86% (5.25% à 6.11% au 31 décembre 2023).

L'encaisse affecté est composé des réserves financières et fonds réservés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	10 304 925	8 368 128
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	34 483 106	29 700 936
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	4 259 993	1 693 864
Organismes municipaux	13		
Autres			
▪ Droits de mutations	14.1	674 336	530 738
▪ Intérêts courus	14.2	4 940 080	3 873 333
▪ Autres	14.3	1 019 280	907 107
	15	55 681 720	45 074 106
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	27 159 085	22 193 011
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	27 159 085	22 193 011
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	267 613	
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	30 495 158	26 110 537
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 737 654	1 861 423
Ministère de la Culture et des Communications	25	722 109	558 289
Autres ministères/organismes	26	1 528 185	1 170 687
	27	34 483 106	29 700 936

Note

Le montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêts à des taux variant de 2.61% à 4.76% (2.61% à 3.72% au 31 décembre 2023) et viennent à échéance au plus tard en 2044.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	40 000 000	38 571 068
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	40 000 000	38 571 068
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

Les placements de portefeuille sont composés de dépôts à terme portant intérêts à des taux variant de 4.59% à 6.14% (5.53 % à 6.35 % au 31 décembre 2023) et échéant à différentes dates jusqu'en août 2026.

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 2 000 000 \$ portant intérêts au taux préférentiel de 5.45% (7.20% au 31 décembre 2023). Cette ouverture de crédit bancaire est utilisé pour les opérations courantes de la Ville.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	9 567 146	10 072 153
Salaires et avantages sociaux	44	2 602 021	2 359 079
Dépôts et retenues de garantie	45	4 539 024	2 086 029
Provision pour contestations d'évaluation	46	157 700	546 691
Autres			
▪ Intérêts courus	47.1	651 467	631 913
	48	17 517 358	15 695 865

Note

Les fournisseurs et dépôts et retenues de garantie incluent une somme de 8 107 985 \$ (5 739 937 \$ au 31 décembre 2023) relativement à des acquisitions d'immobilisations corporelles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	176 017	169 405
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Subvention sécurité routière MTQ	54.1	256 696	186 726
▪ Subvention reportée	54.2	32 974	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	459 705	679 817
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60	348 194	348 194
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres recettes reportées	62.1	319 333	259 172
	63	1 592 919	1 643 314

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	5,10	2025	2045	64	60 271 400	65 832 200
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	60 271 400	65 832 200
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(196 660)	(100 778)
					72	60 074 740	65 731 422

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73	2 128 400			2 128 400
2026	74	4 330 000			4 330 000
2027	75	4 733 000			4 733 000
2028	76	4 829 000			4 829 000
2029	77	4 965 000			4 965 000
2030 et plus	78	39 286 000			39 286 000
	79	60 271 400			60 271 400
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	60 271 400			60 271 400

Note

Les versements estimatifs tiennent compte des refinancements prévus.

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	409 716
Autres régimes (REER et autres)	88	373 477
Régimes de retraite des élus municipaux	89	32 545
	90	815 738
		339 342
		300 818
		29 429
		669 589

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 ()(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	28 219 980	1 842 323		30 062 303
Eaux usées	102	30 026 719	3 258 020		33 284 739
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	76 009 710	10 312 547		86 322 257
Autres					
▪ Parc et terrains de jeux	104.1	15 761 830	5 654 827		21 416 657
▪ Autres	104.2	4 578 840	2 306 315		6 885 155
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	60 360 930	7 120 153		67 481 083
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	2 954 061	3 135 738		6 089 799
Ameublement et équipement de bureau	109	1 603 500	494 542		2 098 042
Machinerie, outillage et équipement divers	110	6 563 400	260 796	285 082	6 539 114
Terrains	111	11 231 854	9 556		11 241 410
Autres	112				
	113	237 310 824	34 394 817	285 082	271 420 559
Immobilisations en cours	114	8 894 436	(1 134 257)		7 760 179
	115	246 205 260	33 260 560	285 082	279 180 738
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	9 950 999	740 376		10 691 375
Eaux usées	117	11 402 199	781 827		12 184 026
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	33 121 113	3 505 612		36 626 725
Autres					
▪ Parc et terrains de jeux	119.1	7 964 428	879 334		8 843 762
▪ Autres	119.2	2 171 102	338 053		2 509 155
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	19 084 944	1 869 724		20 954 668
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	2 003 081	283 408		2 286 489
Ameublement et équipement de bureau	124	1 328 940	108 775		1 437 715
Machinerie, outillage et équipement divers	125	4 648 032	358 986	256 574	4 750 444
Autres	126				
	127	91 674 838	8 866 095	256 574	100 284 359
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	154 530 422			178 896 379
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Frais payés d'avance	143.1	670 401
▪ Dépenses reportées	143.2	87 945
Autres		
▪	144.1	
	145	758 346
		648 066

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 9 641 310 \$.

Pour honorer ces engagements, la Ville devrait prévoir, pour les prochains exercices, les sommes suivantes :

2025	4 949 323 \$
2026	1 374 289 \$
2027	1 130 345 \$
2028	1 066 081 \$
2029 et suivantes	1 121 272 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Liste des contrats / ententes	Échéance des contrats	Engagement au 31 décembre 2024
Cueillette matières résiduelles	2025	5 097 312 \$
Vidange des fosses septiques	2026	255 059 \$
Gestion des activités aquatiques	2025	205 030 \$
Location du terrain de soccer	2029	419 950 \$
Entretien de l'anneau de glace sur le Lac St-Augustin	2025	141 733 \$
Entretien des patinoires extérieures	2025	33 399 \$
Déneigement des stationnements	2026	164 979 \$
Travaux ponctuels de réparation de voirie et pavage	2025	101 009 \$
Entretien de l'éclairage public et feux de circulation	2025	124 238 \$
Nettoyage des conduites pluviales et sanitaires	2025	20 615 \$
Services animaliers	2025	15 963 \$
Contrats pour l'essence	2025	213 556 \$
Contrats matériaux granulaires	2025	259 691 \$
Contrats produits municipaux	2025	179 136 \$
Contrat sel de déglçage	2025	178 025 \$
Contrat fourniture d'huile	2025	41 838 \$
Assurances	2025	538 222 \$
Auditeurs externes	2025	35 328 \$
Contrat journal municipal	2025	55 707 \$
Location d'un balai mécanique	2025	84 777 \$
Honoraires professionnels dans le cadre de divers projets	2025	215 210 \$
Renouvellement de contrats annuels pour les services de maintenance et d'utilisation de logiciels	2025	194 393 \$
Contrats de transport de neige en vrac	2025	178 719 \$
Travaux d'arboriculture	2025	55 902 \$
Fournitures de services mécanique pour machinerie	2025	321 163 \$
Fournitures de divers pièces et équipements mécanique	2025	214 709 \$
Chlore liquide en vrac	2025	27 969 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Entente bibliothèques de la ville de Québec	2025	80 143 \$
Contrats pour le suivi et la radiocommunication des véhicules routiers	2027	71 725 \$
Contrats téléphonie, internet et location de photocopieurs	2025	37 044 \$
Contrat de service de mutuelle de prévention en santé et sécurité au travail	2025	36 746 \$
Contrat d'expertise et de soutien technologique aux fins de l'élection municipale	2025	38 288 \$
Frais d'accès aux services infonuagiques des afficheurs de vitesse	2025	3 732 \$

Au 31 décembre 2024, les engagements à l'égard des activités d'investissement se chiffrent à 12 406 149 \$.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit:

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

La Ville a établi divers programmes d'auto-assurance dans le cadre d'un plan de versement pour indemnité de salaire. Ces programmes font l'objet d'un partenariat avec le programme de prestations supplémentaires d'assurance-emploi. La durée de ceux-ci varie selon les catégories d'emplois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) Poursuites

Au 31 décembre 2024, la Ville fait l'objet de diverses réclamations pour un montant total de 15 500 000 \$. La direction est d'avis que la majorité de ces réclamations sont non fondées et, par conséquent, la Ville n'a comptabilisé qu'une provision de 3 850 000 \$ (3 200 000 \$ au 31 décembre 2023) pour faire face à ces réclamations.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel de fonctionnement, l'excédent de fonctionnement non affecté, la disponibilité dans les projets d'immobilisations en cours ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

26. Instruments financiers**Politique de gestion des risques**

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers**Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

Les actifs financiers en souffrance totalisent 1 236 743 \$ (839 248 \$ au 31 décembre 2023), ont tous une échéance inférieure à un an et sont présentés déduction faite d'une provision pour créances douteuses de 267 613 \$ (0 \$ au 31 décembre 2023).

Risque de taux d'intérêt

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont une partie des placements, et les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont une partie des placements et les emprunts temporaires.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1% (1% au 31 décembre 2023) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	17 517 360 \$	-	-	-
Dettes à long terme	4 185 705 \$	14 261 156 \$	14 270 739 \$	48 964 992 \$
Total	21 703 065 \$	14 261 156 \$	14 270 739 \$	48 964 992 \$

26. Flux de trésorerie

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 2 231 289 \$ (2 214 064 \$ en 2023). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 4 926 189 \$ (2 414 142 \$ en 2023).

27. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 12 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximale de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

Le solde au 31 décembre 2024 est de 1 374 814 \$. Les remboursements prévus pour les cinq prochains exercices sont de 1 215 256 \$ pour les exercices de 2025 à 2029.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	61 927 328	62 910 725			62 910 725	59 701 986
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 583 943	1 733 440			1 733 440	1 468 028
Quotes-parts	3						
Transferts	4	2 363 603	2 118 391			2 118 391	6 083 449
Services rendus	5	1 060 044	1 302 420			1 302 420	1 348 802
Imposition de droits	6	1 499 000	3 401 751			3 401 751	2 516 020
Amendes et pénalités	7	70 000	258 779			258 779	583 326
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	3 833 700	6 123 092			6 123 092	5 843 380
Autres revenus	10		1 852 421			1 852 421	7 648 810
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	72 337 618	79 701 019			79 701 019	85 193 801
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	16 017 132	10 146 380			10 146 380	2 346 000
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						93 516
Autres	18		228 340			228 340	63 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	16 017 132	10 374 720			10 374 720	2 502 516
	22	88 354 750	90 075 739			90 075 739	87 696 317
Charges							
Administration générale	23	9 968 265	9 588 537	119 149		9 707 686	8 521 958
Sécurité publique	24	9 812 351	9 828 409	5 632		9 834 041	8 830 118
Transport	25	15 038 413	14 048 326	4 744 784		18 793 110	16 745 272
Hygiène du milieu	26	8 492 668	9 007 798	1 602 178		10 609 976	9 623 781
Santé et bien-être	27	2 345 314	2 323 008			2 323 008	2 194 632
Aménagement, urbanisme et développement	28	4 165 857	3 929 666	2 043		3 931 709	3 662 866
Loisirs et culture	29	11 956 805	11 952 390	2 392 309		14 344 699	12 393 680
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	2 391 268	2 310 328			2 310 328	2 292 490
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	8 257 684	8 866 095	(8 866 095)			
	34	72 428 625	71 854 557			71 854 557	64 264 797
Excédent (déficit) lié aux activités	35	15 926 125	18 221 182			18 221 182	23 431 520

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	15 926 125	18 221 182	23 431 520
Moins : revenus d'investissement	2 (	16 017 132)(	10 374 720)(	2 502 516)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(91 007)	7 846 462	20 929 004
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	8 257 684	8 866 095	8 257 684
Produit de cession	5		123 300	120 452
(Gain) perte sur cession	6		(94 792)	(120 452)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	8 257 684	8 894 603	8 257 684
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			453 007
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			453 007
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	389 193)(	12 093 188)(	6 354 614)
	18	(389 193)	(12 093 188)	(6 354 614)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	6 424 028)(	12 567 741)(	9 766 968)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		11 716 400	4 340 909
Excédent de fonctionnement affecté	21			135 280
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 353 456)	(1 494 656)	864 248
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(7 777 484)	(2 345 997)	(4 426 531)
	26	91 007	(5 544 582)	(2 070 454)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		2 301 880	18 858 550

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	10 374 720	2 502 516
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	11 125 977)(	2 444 784)
Sécurité publique	3 ())
Transport	4 (	12 124 105)(	7 947 819)
Hygiène du milieu	5 (	4 355 262)(	663 073)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	9 556)()
Loisirs et culture	8 (	5 645 660)(	7 914 271)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	33 260 560)(	18 969 947)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)	453 007)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 957 713	79 078
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	12 567 741	9 766 968
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	660 789	14 798 164
Excédent de fonctionnement affecté	17	461 320	36 700
Réserves financières et fonds réservés	18	235 000	9 041 850
	19	13 924 850	33 643 682
	20	(17 377 997)	14 299 806
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(7 003 277)	16 802 322

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	12 882 259	12 919 796	10 927 849
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	2 606 050	2 669 540	2 345 567
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	12 698 507	11 790 450	12 074 467
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 695 354	1 625 273	1 603 609
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	670 910	677 477	688 881
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	25 004	7 578	
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	32 818 907	32 826 281	28 023 138
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17	705 950	415 610	380 234
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	8 257 684	8 866 095	8 257 684
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Réclamation de dommage	21.1	33 000	28 925	142 391
▪ Mauvaise créance	21.2	10 000	27 532	446 485
▪ Redevances prescrites	21.3			(625 508)
▪ Autres	21.4	25 000		
	22	72 428 625	71 854 557	64 264 797

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	81 871 042	90 331 184
Excédent de fonctionnement affecté	2		398 020
Réserves financières et fonds réservés	3	2 310 744	1 051 087
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	()
Financement des investissements en cours	5	14 514 329	23 196 073
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	145 392 664	110 891 233
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	244 088 779	225 867 597
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	81 871 042	90 331 184
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	81 871 042	90 331 184
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Projets budget 2025	12.1		398 020
	13		398 020
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16		398 020

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Infrastructures REG2017-537	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	1 374 814
Organismes contrôlés et partenariats	22	418 057
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	469 207
Organismes contrôlés et partenariats	24	470 307
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	247 723
Autres		
▪ Fonds réservés à la plantation d'arbres	30.1	194 000
▪ Fonds réservés à l'adaptation de domicile	30.2	25 000
	31	2 310 744
	32	1 051 087
	2 310 744	1 051 087

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	() ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	() ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	() ()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	() ()
Autres	37	() ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	() ()
	39	() ()
Assainissement des sites contaminés	40	() ()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41	() ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	() ()
Autres		
▪	43.1	() ()
	44	() ()
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45	() ()
Utilisation du fonds de roulement	46	() ()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47	() ()
Utilisation du fonds de roulement	48	() ()
Autres		
▪	49.1	() ()
	50	() ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51	() ()
Mesure relative à la COVID-19	52	() ()
Frais d'émission de la dette à long terme	53	() ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54	() ()
Autres		
▪	55.1	() ()
	56	() ()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63	() ()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64 14 514 329	23 196 073
Investissements à financer	65 () ()	() ()
	66 14 514 329	23 196 073
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 178 896 379	154 530 422
Propriétés destinées à la revente	68	
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 178 896 379	154 530 422
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 178 896 379	154 530 422
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (60 074 740)(	65 731 422)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (196 660)(	100 778)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 27 159 085	22 193 011
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (33 112 315)(	43 639 189)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (391 400)(()
	82 (33 503 715)(	43 639 189)
	83 145 392 664	110 891 233

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 2

Description des régimes et autres renseignements

Les employés brigadiers scolaires et surveillants participent à un régime de retraite à cotisations déterminées simplifié RVER. Les taux de cotisation de l'employé et de l'employeur sont de 7 % respectivement. Cependant, pour les nouveaux employés de ces catégories, ils adhèrent au régime volontaire d'épargne retraite selon les règles établies par le gouvernement. L'employeur ne participe pas à la cotisation.

Les employés manuels (Cols bleus) participent à un régime de retraite par financement salariale RRFS-FTQ. Les taux de cotisation de l'employé et de l'employeur sont de 7 % respectivement. Cependant, le déficit actuariel est assumé par les employés.

Les fonctionnaires (Cols blancs) ont participé à un régime de retraite simplifié RRS jusqu'en décembre 2023. Le taux de cotisation de l'employé et de l'employeur étaient de 7% respectivement. À partir du 16 décembre 2023, les fonctionnaires (Cols blancs) participent au même régime que les employés manuels (Cols bleus) soit le régime de retraite par financement salariale RRFS-FTQ. Les taux de cotisation de l'employé et de l'employeur sont de 7 % respectivement. Cependant, le déficit actuariel est assumé par les employés.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	339 342
	110	409 716
		339 342

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville a instauré un REER collectif pour ses employés-cadres et professionnels. Le taux de cotisation de l'employeur est de 9 %.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	300 818
Autres régimes	115	
	116	373 477
		300 818

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	1	1

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les organismes municipaux participants se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des organismes municipaux. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Ces deux régimes sont des régimes à prestations déterminées pour lesquels il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Ils constituent donc des régimes interemployeurs en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	5 926	5 290
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	21 119	17 784
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	11 426	11 645
	121	32 545	29 429

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	55 788 392	56 635 531	53 468 398
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	55 788 392	56 635 531	53 468 398
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 497 015	1 480 185	1 560 072
Égout	13	1 350 554	1 368 183	1 428 062
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	2 703 083	2 754 032	2 675 393
Autres				
▪ Fosses septiques	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	588 284	672 794	570 061
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	6 138 936	6 275 194	6 233 588
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	6 138 936	6 275 194	6 233 588
	27	61 927 328	62 910 725	59 701 986

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	55 773	55 749	55 773
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	40 755	38 934	38 951
Cégeps et universités	32	795 263	822 820	795 263
Écoles primaires et secondaires	33	692 152	815 937	578 041
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	1 583 943	1 733 440	1 468 028
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	1 583 943	1 733 440	1 468 028

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	719 985	382 920	
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			
Autres	52		5 000	3 777 647
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	10 000	17 414	1 423 518
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			14 622
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			23 734
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	50 000	58 928	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			16 798
Autres	71		27 584	
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			8 842
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82		25 245	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	12 500	15 000	14 800
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	96 350	74 250	133 373
Autres	85	141 740	52 140	12 830
Réseau d'électricité	86			
	87	1 030 575	658 481	5 426 164

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88	10 762 724	6 817 867	1 382 241
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	1 175 998	744 960	458 536
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105	1 517 259	961 139	
Traitement des eaux usées	106			135 000
Réseaux d'égout	107	2 018 219	1 278 482	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu				
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage				
	120			
Rénovation urbaine				
	121			
Promotion et développement économique				
	122			
Autres				
	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives				
	124			
Activités culturelles				
Bibliothèques	125	290 889	184 270	370 223
Autres	126	252 043	159 662	
Réseau d'électricité				
	127			
	128	16 017 132	10 146 380	2 346 000

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	300 000	426 882	344 986
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	1 033 028	1 033 028	312 299
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	1 333 028	1 459 910	657 285
TOTAL DES TRANSFERTS	140	18 380 735	12 264 771	8 429 449

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	146		
Autres	147		
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183		
	184		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	46 985	58 733	50 324
	188	46 985	58 733	50 324
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	56 000	101 515	82 896
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	56 000	101 515	82 896
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205	8 000	141 236	4 740
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207		107 968	190 670
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	8 000	249 204	195 410

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	128 700	131 130	135 770
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224	128 700	131 130	135 770
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	813 759	752 107	877 569
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	6 600	9 731	6 833
Autres	227			
	228	820 359	761 838	884 402
Réseau d'électricité				
	229			
	230	1 060 044	1 302 420	1 348 802
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	1 060 044	1 302 420	1 348 802

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	139 000	160 288	124 313
Droits de mutation immobilière	233	1 360 000	3 239 804	2 389 625
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235		1 659	2 082
	236	1 499 000	3 401 751	2 516 020
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	70 000	258 779	583 326
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	3 833 700	6 123 092	5 843 380
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		94 792	120 452
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		30 000	545 194
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			93 516
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247		228 340	
Redevances réglementaires	248			
Autres	249		1 727 629	7 046 164
	250		2 080 761	7 805 326
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	490 040	513 839		513 839	436 618
Greffe et application de la loi	2	2 201 243	2 132 554		2 132 554	1 536 459
Gestion financière et administrative	3	3 902 143	3 419 199	119 149	3 538 348	3 560 554
Évaluation	4	483 127				
Gestion du personnel	5	1 381 421	1 566 623		1 566 623	1 530 607
Autres						
▪ Autres	6.1	1 510 291	1 956 322		1 956 322	1 457 720
	7	9 968 265	9 588 537	119 149	9 707 686	8 521 958
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	6 504 031	6 505 500		6 505 500	5 776 011
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	2 954 143	2 954 810		2 954 810	2 704 128
Sécurité civile	11	108 013	107 671	5 632	113 303	111 771
Autres	12	246 164	260 428		260 428	238 208
	13	9 812 351	9 828 409	5 632	9 834 041	8 830 118
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	4 115 109	3 809 288	4 053 928	7 863 216	6 994 955
Enlèvement de la neige	15	3 677 201	3 143 206	393 322	3 536 528	3 412 331
Éclairage des rues	16	313 763	321 532	262 932	584 464	619 821
Circulation et stationnement	17	844 237	684 823	34 602	719 425	697 615
Transport collectif						
Transport en commun	18	6 075 466	6 076 838		6 076 838	5 002 161
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	12 637	12 639		12 639	18 389
	22	15 038 413	14 048 326	4 744 784	18 793 110	16 745 272

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	810 012	810 195		810 195	785 866
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 359 491	1 876 105	771 155	2 647 260	2 174 357
Traitement des eaux usées	25	504 874	504 988		504 988	544 802
Réseaux d'égout	26	970 467	999 895	831 023	1 830 918	1 592 327
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	592 807	592 415		592 415	577 550
Élimination	28	1 456 990	1 457 319		1 457 319	1 046 204
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	403 497	417 156		417 156	425 160
Tri et conditionnement	30	420 075	415 630		415 630	383 306
Matières organiques						
Collecte et transport	31	301 030	284 972		284 972	362 389
Traitement	32	645 411	645 556		645 556	658 571
Matériaux secs	33	508 223	509 178		509 178	406 640
Autres	34					
Plan de gestion	35	76 929	76 947		76 947	97 243
Autres	36	57 175	57 188		57 188	64 969
Cours d'eau	37	187 420	161 948		161 948	137 774
Protection de l'environnement	38	198 071	198 110		198 110	344 106
Autres	39	196	196		196	22 517
	40	8 492 668	9 007 798	1 602 178	10 609 976	9 623 781
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	2 120 261	2 120 740		2 120 740	2 084 217
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	225 053	202 268		202 268	110 415
	45	2 345 314	2 323 008		2 323 008	2 194 632

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 756 280	1 654 177	2 043	1 656 220	1 397 934
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47	166 758	65 581		65 581	49 411
Autres biens	48	18 808				
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	653 423	638 966		638 966	1 001 537
Tourisme	50	1 564 482	1 564 835		1 564 835	1 202 604
Autres	51	6 106	6 107		6 107	11 380
Autres	52					
	53	4 165 857	3 929 666	2 043	3 931 709	3 662 866
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	2 504 072	2 926 481	751 405	3 677 886	3 155 954
Patinoires intérieures et extérieures	55	1 910 322	1 586 325	468 972	2 055 297	1 802 576
Piscines, plages et ports de plaisance	56	1 212 059	1 316 708	452 993	1 769 701	1 572 468
Parcs et terrains de jeux	57	3 648 940	3 371 575	579 736	3 951 311	3 222 655
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59	326 460	326 534		326 534	348 462
Autres	60	122 610	122 638		122 638	27 634
	61	9 724 463	9 650 261	2 253 106	11 903 367	10 129 749
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	752 461	768 693	55 009	823 702	777 968
Bibliothèques	63	1 117 688	1 158 062	84 194	1 242 256	1 167 760
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65	55 159	13 946		13 946	1 906
Autres	66	307 034	361 428		361 428	316 297
	67	2 232 342	2 302 129	139 203	2 441 332	2 263 931
	68	11 956 805	11 952 390	2 392 309	14 344 699	12 393 680

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
	RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69				
	FRAIS DE FINANCEMENT					
	Dette à long terme					
	Intérêts	70	2 366 264	2 302 750	2 302 750	2 214 064
	Autres frais	71				78 426
	Autres frais de financement					
	Avantages sociaux futurs	72				
	Autres	73	25 004	7 578	7 578	
		74	2 391 268	2 310 328	2 310 328	2 292 490
	EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75				
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	8 257 684	8 866 095 (	8 866 095)	

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	1 791 303	276 913
Usines de traitement de l'eau potable	2		39 993
Usines et bassins d'épuration	3	40 345	
Conduites d'égout	4	2 523 614	598 068
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	10 571 193	4 448 116
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	73 048	
Aires de stationnement	9	36 179	
Parcs et terrains de jeux	10	4 706 167	5 710 373
Autres infrastructures	11	408 699	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	10 449 355	2 919 362
Édifices communautaires et récréatifs	14	259 453	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	1 502 348	1 843 774
Ameublement et équipement de bureau	18	454 333	184 450
Machinerie, outillage et équipement divers	19	434 967	79 089
Terrains	20	9 556	2 869 809
Autres	21		
	22	33 260 560	18 969 947

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	1 791 303	276 913
Usines de traitement de l'eau potable	2		39 993
Usines et bassins d'épuration	3	40 345	
Conduites d'égout	4	2 523 614	598 068
Autres infrastructures	5	15 795 286	10 158 489
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	13 110 012	7 896 484
	12	33 260 560	18 969 947

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	470 307		1 100	469 207
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	6 015 901	644 600	933 080	5 727 421
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	37 152 981	1 957 713	11 803 607	27 307 087
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	43 639 189	2 602 313	12 737 787	33 503 715
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	22 193 011	8 045 687	3 079 613	27 159 085
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	22 193 011	8 045 687	3 079 613	27 159 085
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	22 193 011	8 045 687	3 079 613	27 159 085
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	22 193 011	8 045 687	3 079 613	27 159 085
	19	65 832 200	10 648 000	15 817 400	60 662 800
Dette en cours de refinancement	20 (			391 400 (	391 400)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	65 832 200	10 648 000	16 208 800	60 271 400

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	60 271 400
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	391 400
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	469 207
Débiteurs	8	27 159 085
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	33 034 508
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	13	
Endettement net à long terme	14	33 034 508
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	25 898
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	33 060 406
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	39 174 741
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	39 174 741
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	72 235 147
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1	698 895	699 053	644 375
Évaluation	2	483 127	483 236	434 300
Autres	3	1 989 632	1 990 043	1 652 382
Sécurité publique				
Police	4	6 504 031	6 505 500	5 776 013
Sécurité incendie	5	2 954 142	2 954 810	2 704 128
Sécurité civile	6	106 513	106 537	90 957
Autres	7	2 775	2 776	18 173
Transport				
Réseau routier	8	1 549 397	1 549 746	1 256 395
Transport collectif	9	6 075 466	6 076 838	5 002 162
Autres	10	12 637	12 639	18 389
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	2 282 185	2 282 701	2 061 785
Matières résiduelles	12	3 153 389	3 154 101	2 645 882
Cours d'eau	13	37 420	37 428	20 703
Protection de l'environnement	14	174 071	174 110	315 106
Autres	15	196	196	22 517
Santé et bien-être				
Habitation	16	2 120 261	2 120 740	2 084 217
Autres	17	140 569	140 601	60 415
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	353 562	353 642	262 473
Rénovation urbaine	19	65 566	65 581	49 410
Promotion et développement économique	20	2 209 011	2 209 509	1 762 515
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	1 526 082	1 526 427	871 107
Activités culturelles	23	379 980	380 067	269 734
Réseau d'électricité				
	24			
	25	32 818 907	32 826 281	28 023 138

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	33 260 560	18 969 947
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	33 260 560	18 969 947

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	24,88	35,00	47 145,50	3 271 471	755 212	4 026 683
Professionnels	2	10,78	35,00	19 681,30	975 387	255 077	1 230 464
Cols blancs	3	38,05	35,00	71 580,09	3 117 633	616 623	3 734 256
Cols bleus	4	71,44	40,00	152 546,32	5 163 293	991 931	6 155 224
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	145,15		290 953,21	12 527 784	2 618 843	15 146 627
Élus	9	7,00			392 012	50 697	442 709
	10	152,15			12 919 796	2 669 540	15 589 336

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3		237 493	723 646		961 139
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5		390 660	887 822		1 278 482
Autres	6	2 344 648	6 288 995	1 391 507		10 025 150
	7	2 344 648	6 917 148	3 002 975		12 264 771

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	287 338	365 946
	4	287 338	365 946
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	657 533	547 117
Enlèvement de la neige	12	55 357	
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		8 156
	16	712 890	555 273
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	204 919	139 104
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	249 387	170 325
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		1 803
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	454 306	311 232
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	826 310	1 054 348
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	29 484	5 691
Autres	40		
	41	855 794	1 060 039
Réseau d'électricité			
	42		
	43	2 310 328	2 292 490

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
SYLVAIN JUNEAU	1.1 Maire	129 578	19 422	10 174	
YANNICK LEBRASSEUR	1.2 Conseiller	22 313	11 156		
JEAN SIMARD	1.3 Conseiller	22 313	11 156	17 025	
CHANTAL BROCHU	1.4 Conseiller	22 313	11 156		
ÉRIC FISET	1.5 Conseiller	22 313	11 156		
MARTIN MARANDA	1.6 Conseiller	22 313	11 156		
MARIE-JOSÉE TARDIF	1.7 Conseiller	22 313	11 156		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		OUI	NON	
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1			12 000 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement				
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3			_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :				
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5			_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6			_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7			_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8			_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9			_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10			_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11			_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12			_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13			_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14			_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15			_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16			_____ \$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17			_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18			_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19			_____ \$
Ligne 24 : Libres	20			_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21			_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22			_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés				
Solde cumulatif au début de l'exercice	23			_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24			_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25			_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 8 229 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 1 448 472 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes

61 _____ \$

b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systemes de sécurité 71 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 \$
 - Systemes de drainage 76 \$
 - Abords de routes 77 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution 82 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution 85 2022-606
- b) Date d'adoption de la résolution 86 2022-12-20

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 2
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 701
- i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 31
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

X

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 5 6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

7 8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-09 13:29

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	72 337 618	79 701 019	85 193 801
Investissement	2	16 017 132	10 374 720	2 502 516
	3	88 354 750	90 075 739	87 696 317
Charges				
	4	72 428 625	71 854 557	64 264 797
Excédent (déficit) lié aux activités				
	5	15 926 125	18 221 182	23 431 520
Moins : revenus d'investissement	6 (	16 017 132)(	10 374 720)(	2 502 516)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(91 007)	7 846 462	20 929 004
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	8 257 684	8 866 095	8 257 684
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	389 193)(	12 093 188)(	6 354 614)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	6 424 028)(	12 567 741)(	9 766 968)
Excédent (déficit) accumulé	12	(1 353 456)	10 221 744	5 340 437
Autres éléments de conciliation	13		28 508	453 007
	14	91 007	(5 544 582)	(2 070 454)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		2 301 880	18 858 550

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	47 451 847	69 623 414
Débiteurs	2	55 681 720	45 074 106
Prêts	3		
Placements de portefeuille	4	40 000 000	38 571 068
Autres	5		
	6	143 133 567	153 268 588
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8		
Créditeurs et charges à payer	9	17 517 358	15 695 865
Revenus reportés	10	1 592 919	1 643 314
Dettes à long terme	11	60 074 740	65 731 422
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Autres	13		
	14	79 185 017	83 070 601
Actifs financiers nets (dette nette)	15	63 948 550	70 197 987
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	178 896 379	154 530 422
Autres	17	1 243 850	1 139 188
	18	180 140 229	155 669 610
Excédent (déficit) accumulé	19	244 088 779	225 867 597

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	81 871 042	90 331 184
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Projets budget 2025	2.1		398 020
	3		398 020
Réserves financières			
▪ Infrastructures REG2017-537	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	1 374 814	418 057
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	469 207	470 307
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	247 723	162 723
Autres			
▪ Fonds réservés à la plantation d'arbres	10.1	194 000	
▪ Fonds réservés à l'adaptation de domicile	10.2	25 000	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	()	()
Financement des investissements en cours	12	14 514 329	23 196 073
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	145 392 664	110 891 233
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	244 088 779	225 867 597

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	33 034 508
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	72 235 147

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	469 207	470 307
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	27 307 087	37 152 981
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	5 727 421	6 015 901
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	27 159 085	22 193 011
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10	(391 400)	
	11	60 271 400	65 832 200

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	61 927 328	62 910 725	59 701 986
Compensations tenant lieu de taxes	13	1 583 943	1 733 440	1 468 028
Quotes-parts	14			
Transferts	15	2 363 603	2 118 391	6 083 449
Services rendus	16	1 060 044	1 302 420	1 348 802
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	1 569 000	3 660 530	3 099 346
Autres	18	3 833 700	7 975 513	13 492 190
	19	72 337 618	79 701 019	85 193 801
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22	16 017 132	10 146 380	2 346 000
Autres	23		228 340	156 516
	24	16 017 132	10 374 720	2 502 516
	25	88 354 750	90 075 739	87 696 317

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	9 968 265	9 588 537	119 149	9 707 686	8 521 958
Sécurité publique						
Police	2	6 504 031	6 505 500		6 505 500	5 776 011
Sécurité incendie	3	2 954 143	2 954 810		2 954 810	2 704 128
Autres	4	354 177	368 099	5 632	373 731	349 979
Transport						
Réseau routier	5	8 950 310	7 958 849	4 744 784	12 703 633	11 724 722
Transport collectif	6	6 075 466	6 076 838		6 076 838	5 002 161
Autres	7	12 637	12 639		12 639	18 389
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	3 644 844	4 191 183	1 602 178	5 793 361	5 097 352
Matières résiduelles	9	4 462 137	4 456 361		4 456 361	4 022 032
Autres	10	385 687	360 254		360 254	504 397
Santé et bien-être	11	2 345 314	2 323 008		2 323 008	2 194 632
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 756 280	1 654 177	2 043	1 656 220	1 397 934
Promotion et développement économique	13	2 224 011	2 209 908		2 209 908	2 215 521
Autres	14	185 566	65 581		65 581	49 411
Loisirs et culture	15	11 956 805	11 952 390	2 392 309	14 344 699	12 393 680
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	2 391 268	2 310 328		2 310 328	2 292 490
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	64 170 941	62 988 462	8 866 095	71 854 557	64 264 797
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	8 257 684	8 866 095 (	8 866 095)		
	21	72 428 625	71 854 557		71 854 557	64 264 797

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	10 374 720	2 502 516
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	33 260 560)(	18 969 947)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	453 007)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 957 713	79 078
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	12 567 741	9 766 968
Excédent accumulé	6	1 357 109	23 876 714
	7	(17 377 997)	14 299 806
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(7 003 277)	16 802 322

Extrait du rapport financier, page S14